

ORDONNANCE DU TRIBUNAL (troisième chambre)
14 septembre 1999 *

Dans l'affaire T-145/98,

ADT Projekt Gesellschaft der Arbeitsgemeinschaft Deutscher Tierzüchter mbH,
société de droit allemand, établie à Bonn (Allemagne), représentée par
M^e Andreás Hansen, avocat à Bienenbüttel,

partie requérante,

contre

Commission des Communautés européennes, représentée par M^{mes} Marie-Josée
Jonczy, conseiller juridique, et Barbara Brandtner, membre du service juridique,
en qualité d'agents, ayant élu domicile à Luxembourg auprès de M. Carlos
Gómez de la Cruz, membre du service juridique, Centre Wagner, Kirchberg,

partie défenderesse,

* Langue de procédure: l'allemand.

ayant pour objet, d'une part, une demande d'annulation de la décision de la Commission de ne pas attribuer à la requérante le marché relatif au projet FD RUS 9603 («Adapting Russian Beef and Dairy Farming tot Restructuring») et, d'autre part, la réparation du préjudice prétendument subi par la requérante à la suite du comportement de la Commission,

LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (troisième chambre),

composé de MM. M. Jaeger, président, K. Lenaerts et J. Azizi, juges,

greffier: M. H. Jung,

rend la présente

Ordonnance

Vu les articles 65 et 66, paragraphe 1, du règlement de procédure du Tribunal;

considérant que, par mesure d'organisation de la procédure du 12 juillet 1999, le Tribunal a demandé la production, par la Commission, de l'original des protocoles d'évaluation relatifs à la procédure d'appel d'offres FD RUS 9603 ou d'une copie certifiée conforme de ceux-ci, ainsi que des procès-verbaux des auditions organisées en juillet 1997 et en mars 1998;

considérant que, par mémoire du 28 juillet 1999, la Commission a refusé de verser au dossier de la présente affaire une version complète des procès-verbaux des évaluations des 9 et 10 juillet 1997 et des 4 et 5 mars 1998, comportant les documents visés par la mesure d'organisation de la procédure du 12 juillet 1999, en affirmant que lesdits documents contiennent des informations et des appréciations devant être traitées de manière confidentielle;

considérant que la Commission s'est néanmoins déclarée disposée à déposer, à la demande du Tribunal, une version non confidentielle desdits documents;

considérant que, compte tenu des arguments invoqués par la requérante à l'appui de ses recours en annulation et en indemnité, notamment pris de la violation des règles de la procédure d'appel d'offres, et des réponses apportées par la Commission dans ses mémoires, le contenu de ces documents doit notamment permettre au Tribunal de vérifier que la Commission n'a pas méconnu les devoirs qui lui incombent;

considérant que, dans de telles circonstances, il est nécessaire de compléter l'instruction de la présente affaire et d'obtenir une version complète des procès-verbaux des évaluations des 9 et 10 juillet 1997 et des 4 et 5 mars 1998 auxquels se réfère la Commission dans son mémoire du 28 juillet 1999, aux fins de la verser au dossier de la présente affaire et de la porter à la connaissance de la requérante,

par ces motifs,

LE TRIBUNAL (troisième chambre)

ordonne:

- 1) La Commission est tenue de produire une copie certifiée conforme à l'original des procès-verbaux des évaluations des 9 et 10 juillet 1997 et des 4 et 5 mars 1998, auxquels elle se réfère dans son mémoire du 28 juillet 1999, et cela dans une version complète.

- 2) Cette production doit parvenir au Tribunal au plus tard le 22 septembre 1999 à 12 heures.

Fait à Luxembourg, le 14 septembre 1999.

Le greffier

H. Jung

Le président

M. Jaeger